

RÉGION

GRAND EST Politique

La Collectivité européenne d'Alsace « source d'inquiétude »

Xavier BROUET



Patrick Tassin : « Je n'ai pas compris pourquoi la Région, via son président, était partie prenante des accords de Matignon entérinant la Collectivité européenne d'Alsace ». Photo RL /Pascal BROCARD

Alors qu'il s'apprête à quitter à la fin du mois la présidence du Conseil économique social et environnemental (Ceser) du Grand Est, Patrick Tassin s'inquiète de l'émergence de la collectivité européenne d'Alsace. L'Ardennais redoute là une nouvelle pomme de discorde à l'approche des Régionales.

Cinq ans après son installation, la Région Grand Est a-t-elle tenu ses promesses ?

Patrick TASSIN, président du Ceser : Dans certains domaines, on ne peut nier que la force de frappe budgétaire et financière que constitue la réunion des trois ex-régions [Champagne-Ardenne, Lorraine, Alsace] soit un atout. En matière de transports, d'installation de la fibre ou plus généralement de négociations des marchés publics, la

nouvelle Région a permis d'aller plus vite et plus loin. On ne joue plus dans la même cour. Mais cela n'a pas été sans effets, dans la gestion des infrastructures par exemple, avec des contreparties comme le désengagement de la SNCF sur certaines lignes. Globalement, les élus s'en sont bien sortis, le changement d'échelle a été spectaculaire avec notamment la création des maisons de la Région. Les choses sont plus compliquées du point de vue des agents qui ont du mal à s'y retrouver. Reste une question : la collectivité est-elle parvenue à se rapprocher des citoyens ? La participation au scrutin de juin nous le dira peut-être.

La crise sanitaire est-elle de nature à changer la donne ?

La pandémie a offert aux collectivités une plus grande visibilité. Notamment à Grand Est. Et pour cause, Mulhouse a été au centre du premier cluster dans le pays et Jean Rottner, président de Région, se trouve aussi être hospitalier. Cette crise aura donc contribué à donner à notre Région une épaisseur qu'elle n'avait pas auparavant. Les collectivités ont aussi su démontrer leur volonté de s'impliquer dans les choix à l'échelle du pays. Même si l'on ne peut admettre qu'elles se substituent à l'État en achetant des vaccins. En revanche, il faut savoir compter sur elles en matière logistique.

L'installation début janvier de la Collectivité européenne d'Alsace (CEA) ne constitue-t-elle pas une pierre dans le jardin de la Région ?

C'est une source d'inquiétude en tout cas. La ministre Brigitte Klinkert [ex-présidente du Département du Haut-Rhin] a clairement noté qu'il s'agissait du début d'un processus. Lequel ? Lors d'un entretien, Jacqueline Gourault, [ministre de la Cohésion des territoires] m'avait confié que le gouvernement voulait à travers la CEA répondre à un besoin d'Alsace « pour calmer le jeu » [après la réforme territoriale]. Je lui avais alors objecté que cela me semblait au contraire apporter du grain à moudre à ceux qui en Alsace veulent quitter Grand Est. Ce qui est inquiétant pour Grand Est, ce sont les prérogatives particulières accordées à la CEA en matière transfrontalière, de tourisme, de routes, ou la possibilité de lever une taxe poids lourd. Comme on imagine mal l'État multiplier les taxes, cela ferme donc la porte aux autres composantes de Grand Est qui voudraient y recourir. En réalité, je n'ai pas compris pourquoi la Région, via son président, était partie prenante des accords de Matignon entérinant la CEA.

Le siège de la Région est à Strasbourg, son président Haut-Rhinois, son prédécesseur Bas-Rhinois, et pourtant une partie de l'Alsace tourne toujours

ostensiblement le dos à Grand Est. Est-ce que cette campagne régionale ne va pas reposer la question de sa légitimité ?

En dépit du consensus apparent, les tensions sur cet enjeu restent fortes en Alsace. J'ai vu comment avait été traité Philippe Richert [prédécesseur de Jean Rottner]. Certains militent pour l'émergence d'une collectivité rhénane transfrontalière en rupture complète avec l'existant. Les accords de Matignon n'ont fait qu'accentuer les fractures géographiques, sociales, culturelles. Que va devenir cette Région ? Je ne vois pas comment le sujet ne s'imposerait pas au cœur de la campagne. D'autant que les départementales auront lieu en même temps.